

Les Allobroges Savooyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 872 - mardi 19 février 2013

Editorial

Le Congrès du PCF appelle à amplifier la mobilisation contre l'austérité

Le congrès national du PCF (*sur notre photo, la délégation savoyarde*) a lancé le mot d'ordre de résistance et d'alternative à la politique d'austérité. Il faut en sortir ! Et cela doit commencer par **l'amnistie de tous les syndicalistes poursuivis pour leur action syndicale**. Ainsi, le vendredi 22 février, dès 8h. devant le palais de justice de Chambéry, nous serons nombreux à demander la relaxe pure et simple pour Fabrice Taillemite, convoqué à la suite de l'action de solidarité menée devant l'usine Camiva, et pour son refus de subir un prélèvement ADN.

Les parlementaires socialistes peuvent voter cette amnistie demandée par les élus du Front de gauche. Ils seraient incompréhensibles qu'ils ne le fassent pas. Il est vrai qu'ils avaient voté en faveur d'un projet de loi interdisant les licenciements boursiers lorsque la droite était au pouvoir, et qu'ils ne veulent plus le voter aujourd'hui comme le proposent de nouveau les élus du Front de gauche...

En revanche, ils pourraient traduire dans un projet de loi un accord de flexibilité qui satisfait le Medef, mais qui est rejeté par les deux principaux syndicats du pays ! Il n'y aurait donc rien de plus urgent en matière sociale, que de voter un projet qui aggrave la précarité et rend les salariés plus vulnérables et plus flexibles face au patronat ?



Comment un président (*que l'on dit toujours socialiste*) de la Cour des comptes peut-il proposer, alors que la France compte de trois à cinq millions de chômeurs (*selon le mode de calcul utilisé*) et huit millions de pauvres, comment peut-il proposer de revoir à la baisse le système d'indemnisation du chômage ?

Ce serait là le retour du réel ?... Mais il s'agit du réel dans lequel seul le Medef trouve son compte, même s'il en demande toujours plus. Un réel que *Le Figaro* applaudit des deux mains. Son éditorialiste écrit : «*François Hollande a évidemment conscience que la vie telle qu'elle est impose à son camp des changements contre nature*». La vie «*telle qu'elle est*», c'est-à-dire comme la veulent droite et patronat ! Or, précisément, **si la gauche a une vocation, c'est bien de changer la vie «telle qu'elle est» !** Le «réalisme» dont parlent les ultralibéraux, c'est celui des actionnaires, c'est celui des possédants et de l'obscénité de leur richesse. Et il nous faudrait l'accepter ?

Eh bien non. Le congrès du PCF a décidé d'accroître la mobilisation **pour une alternative à l'austérité**. Et notre journal appelle tous ses lecteurs à participer à la manifestation chambérienne du mardi 5 mars contre l'accord Medef - CFDT sur la flexibilité. Au niveau national, la CGT et FO ont été rejoints par la FSU et SUD dans ce combat.

En Savoie, le PCF propose à ses partenaires du Front de gauche d'impulser de grandes initiatives unitaires contre l'austérité. Le 8 mars, à La Léchère, il y aura ainsi un rassemblement pour défendre l'emploi industriel en Tarentaise. Une initiative est prévue à Albertville, les militants s'activent aussi dans ce sens à Chambéry et en Maurienne. Alors, où que ce soit, où que vous soyez, participez à ces luttes légitimes.

Sommaire

Editorial – Luites et rassemblements en Savoie - Moûtiers : à propos des déserts médicaux - Nouvelles menaces sur l'emploi en Maurienne - Dossier sur les rythmes scolaires - Contre la privatisation des barrages - Au conseil général de la Savoie - Allos sports - Le mot de Maurice.

Alain Dupenloup

Luttes, rassemblements, réunions, des dates et des lieux en Savoie

Réunion du comité de rédaction des Allobroges, mercredi 27 février à 18h, à Chambéry,

à la fédération de Savoie du PCF.

Cette réunion se tient exceptionnellement à Chambéry pour permettre à tous les camarades intéressés des secteurs Aix, Bauges, Chambéry et Montmélian d'y participer. Les militants de ces secteurs qui désirent contribuer à la réalisation du journal pourront ainsi le faire plus facilement. Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues.

Manifestation syndicale pour dénoncer l'accord sur la flexibilité du travail mardi 5 mars à Chambéry

A l'appel de la CGT et de FO, une manif départementale (*s'inscrivant dans le cadre d'une initiative nationale*) aura lieu à 10h30, place de l'Hôtel de ville de Chambéry.

Débat public organisé par le Front de gauche à Albertville jeudi 7 mars à 19h.

Ce débat se tiendra à la Maison communale du Parc. Portant sur les questions d'alimentation, de santé et d'environnement, il sera animé par le docteur Bernard Turpin.

Rassemblement pour la défense de l'emploi et contre la politique d'austérité vendredi 8 mars à 17h45 à La Léchère.

Organisé à l'initiative du Front de gauche, ce rassemblement (*qui pourrait prendre la forme d'une manifestation*) se déroulera devant la nouvelle mairie de La Léchère, aux pieds de la statue d'Ambroise Croizat.

Cette action est en particulier motivée par les menaces pesant sur l'emploi industriel en Tarentaise.

Notre Dame de Briançon

Bétonnage en hauteur, débordements en vallée...

Les élus locaux de Notre-Dame-de-Briançon (*commune associée de La Léchère*), en Tarentaise, le disent clairement dans leur bulletin municipal, **ce qui se passe «en haut» a des répercussions «en bas»**. En effet, engagés dans une course sans fin d'équipement de la montagne, les élus et aménageurs des stations d'hiver, tout à leur(s) affaire(s), en oublient les habitants des vallées, et notamment ceux situés près des cours d'eau.

La commune de Notre-Dame, proche des berges de l'Isère, est confrontée à une nouvelle étude sur les risques d'inondation (PPRI) lancée par les services de l'Etat, avec, pour hypothèse, **une augmentation des débits de près de 25 %** ! En cas de crue extrême, «*bonjour les dégâts*», disent-ils, en pointant du doigt «*le bétonnage et le goudronnage des stations situées en amont*», bétonnage et goudronnage qui modifient le débit des



cours d'eau et exposent les riverains à des risques d'inondation nouveaux.

Cette remarque pertinente met en évidence (*semble-t-il*) **une lacune sérieuse** dans les autorisations accordées aux stations pour construire de nouveaux lits ou étendre leur domaine, à savoir la prise en compte de l'imperméabilisation des sols en altitude. **Elle génère à l'évidence des risques pour les vallées**. Ils devraient être opposables aux autorisations

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0215 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom :

Adresse :

22 euros

à renvoyer avec le règlement à :

Abonnement

Soutien à partir de 30 euros

Les Allobroges Savoyards, 326 avenue
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Réabonnement

Moùtiers

L'APTV se penche sur les déserts médicaux

Comme bien des territoires, la Tarentaise est touchée par le manque de praticiens généralistes et spécialistes. C'est le constat que fait l'APTV ⁽¹⁾ dans une étude rendue publique récemment à Moûtiers à l'occasion d'une réunion du Conseil Local de Développement ⁽²⁾.

Parmi les causes de la raréfaction des services médicaux, le vieillissement des praticiens et les départs en retraite non compensés par de nouvelles installations. Les particularités de la vie en montagne, les services de toute nature éloignés ou saccagés, sont des freins à la venue de la relève médicale. La raréfaction de l'emploi pèse également sur le choix de ceux qui sont tentés par l'aventure : en général l'installation est conditionnée aussi par les perspectives de travail du conjoint.

L'étude a mis en valeur une nouvelle donne dans le comportement des praticiens : le désir de travailler en groupe et non plus en isolé. Les cabinets médicaux, centres de santé, maisons de santé, pôles de santé... ont le vent en poupe. Ils représentent tout à la fois une amélioration du service aux patients tout en offrant des conditions de vie et de travail décentes aux praticiens.

Dans plusieurs communes, des projets sont en cours de réflexion, voire de mise en œuvre : Aime, B.St Maurice, Bozel, Moûtiers, Aigueblanche (en lien avec La Léchère) ... L'APTV a pour mission d'aider à formaliser ces projets.

L'avenir de l'hôpital

Les représentants du Collectif pour l'hôpital de Moûtiers -présents à cette réunion- souhaitent pour leur part que l'avenir de cet établissement soit intégré dans une vision d'ensemble de l'offre de soins sur la Tarentaise. Ce Collectif revendique -après l'abandon du projet de La Bâthie- que l'hôpital redevienne un établissement de plein exercice.

Les moyens financiers qui conditionnent l'existence de ces fameux services de proximité, tellement recherchés par les nouveaux praticiens, ne faisaient pas partie du travail de la chargée de mission de l'APTV. Et pourtant cette problématique est au cœur de l'attractivité d'un territoire de montagne qui devrait bénéficier d'une sorte de «*discrimination positive*» en matière de services divers, en raison des contraintes géographiques et climatiques subies par les habitants. Un hôpital qui fonctionne à minima, un tribunal et une agence FranceTélécom fermés, des transports ferroviaires à la traîne, un emploi industriel en berne, des ressources financières en baisse pour les collectivités locales: un tel paysage a de quoi faire hésiter les nouveaux médecins et leurs familles.

D. Rochaix

⁽¹⁾ Assemblée du Pays Tarentaise-Vanoise : syndicat mixtel.

⁽²⁾ Organisme consultatif mis en place après la loi Voynet de 1999.

Maurienne

De nouvelles menaces sur l'emploi

Dans son bulletin d'information, le collectif d'action citoyenne d'Aiguebelle tire la sonnette d'alarme : après Arcelor-Mittal à Aiton (*dont l'arrêt est désormais effectif*), **ce sont maintenant les usines Thermphos (à Epierre) et Spirel (à St Rémy) qui sont menacées**. Dans les deux cas, ce sont les propriétaires qui font défaut.

Le collectif précise : «*La maison mère de Thermphos est en faillite (il n'y a plus d'espoir que dans un repreneur), et Spirel est en redressement (c'est-à-dire qu'un administrateur a été nommé pour six mois, renouvelables une fois, pour tenter de redresser l'entreprise)*».

S'il est difficile d'obtenir des informations sur Thermphos (*du fait de l'éloignement du patron néerlandais, d'une communication inexistante et de l'absence d'un comité d'entreprise*), les syndicats CGT et FO de Spirel ont, par contre, publié un texte très clair.

Spirel appartenait au groupe Somfy. En septembre 2010, Somfy vend Spirel à la société Chappel Industrie au prix de cession de 1 euro ! Celle-ci devient donc propriétaire des terrains et des bâtiments de Spirel, ainsi que d'une grande partie des équipements et d'une trésorerie d'environ 1,4 million d'euros, **le tout (répétons-le) pour la somme de 1 euro**. Il y a des coups facilement moins rentables...

De plus, Somfy assure quatre ans de commandes à Spirel (*désormais propriété de Chappel Industrie*), ce qui correspond au travail des 107 salariés. Le seul engagement pris par le sieur Chappel (*PDG, animateur et actionnaire de Chappel Industrie*) est de chercher à diversifier la production et la clientèle.

Or, non seulement il n'y aura ni diversification, ni nouveaux clients, mais, de surcroît, «*il n'y a plus d'argent dans les caisses de Spirel*», l'actionnaire de Chappel Industrie en ayant prélevé des dividendes pour un montant total de 1,3 million d'euros. On frôle le vol qualifié... Conclusion : les caisses de Spirel étant vides, l'entreprise ne peut plus payer les fournisseurs. Ceux-ci refusent donc de livrer les matières premières nécessaires à l'usine, laquelle ne peut donc plus honorer les commandes de Somfy. CGT et FO exigent le remboursement des dividendes perçus par le nuisible Chappel et son départ de l'entreprise.

Pour sa part, le collectif d'action d'Aiguebelle dénonce l'attitude de certains élus locaux qui, «*sous couvert d'altruisme*», contribuent à accélérer la désertification industrielle de la Maurienne en s'empressant de parler d'indemnités de départ pour les salariés sans envisager quelque défense que ce soit de l'emploi industriel. En décidant d'engager la lutte pour l'emploi, les salariés de Spirel montrent au contraire la bonne voie.



Une école à classe unique en Tarentaise

Rythmes scolaires

Points de vue et analyses

La presse départementale se fait l'écho de l'inquiétude des municipalités savoyardes.

Selon le Dauphiné-Libéré, le directeur académique de la Savoie (l'ancien inspecteur d'académie) a fait le tour du département pour convaincre les élus locaux de s'engager dans la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires. Voulu par le ministre Vincent Peillon, cette réforme suscite l'inquiétude des élus, que ce soit à St Jean-de-Maurienne, Albertville, Moûtiers ou Chambéry.

Ainsi, pour Xavier Tornier, président de la communauté de communes de la Haute Combe de Savoie, «cette réforme semble impossible à appliquer». En effet, elle fait supporter aux communes le coût des activités périscolaires qui doivent être mises en place après l'école, en fin d'après-midi. Or un grand nombre de communes n'a pas les moyens financiers de le faire ! Inspiré de «l'exemple» allemand le système est donc particulièrement inégalitaire, seules les communes riches (ou les parents aisés) pouvant l'appliquer.

Philippe Masure, le maire d'Albertville, l'explique chiffres à l'appui : aujourd'hui, le budget albertvillois pour les activités périscolaires est d'un million d'euros. Il faudrait lui ajouter de 250 000 à 300 000 euros pour mettre en place la réforme. Dans le DL, la journaliste Laurence Veillen en tire donc la conclusion que, «même avec l'aide de l'Etat, la Ville en serait de sa poche».

Du coup, selon le quotidien, même une élue comme Nicole Chevallier (Maire de Queige et ancienne institutrice), pourtant réputée proche du PS, a l'impression qu'on est en train «de brader la réforme des rythmes scolaires».

Le journal La Maurienne note pour sa part que, à St Jean-de-Maurienne, le maire Pierre-Marie Charvoz a révélé que

«L'association des maires de France estimait le surcoût hebdomadaire de la réforme à 150 euros par élève». Beaucoup d'élus pensent donc qu'il faut repousser l'application de la réforme des rythmes scolaires à plus tard, la concertation n'ayant pas été suffisante. Ajoutons que, la politique d'austérité réduisant encore les ressources des municipalités, leurs possibilités d'investissements ne vont pas s'améliorer. Ce que les élus ont bien compris.

Le témoignage de René Palanque (extraits)

Inspecteur honoraire de l'Education nationale, René Palanque a contribué, durant son activité professionnelle, à faire évoluer l'organisation de la journée et de la semaine scolaires dans les écoles primaires et maternelles de Tarentaise. Nous citons ici son témoignage sur la façon dont les choses se passait lorsqu'il travaillait dans la vallée.

«C'est une école de 6 à 7 classes. Les enfants rentrent à 8h45 et sortent à midi. Le ramassage scolaire se fait le matin et le soir, la cantine étant sur place. L'école dispose d'une bibliothèque, d'un petit gymnase et d'une cour de récréation. Après les 45 minutes de cantine, les enfants peuvent ainsi s'y détendre jusqu'à 13h25, heure à laquelle ils sont repris en charge par les enseignants.

La première heure de l'après-midi est consacrée à des activités artistiques, sportives, ou de lecture. On chante, on peint, on se livre à des expériences scientifiques ou à des sorties d'observation de l'environnement. Il n'y a pas, à ce moment là, d'activités instrumentales (maths, Français, etc) ou d'évaluations, la gestion de la suite dépendant des besoins recensés et des objectifs de l'équipe pédagogique.

Tous les experts en rythmes biologiques de l'enfant s'accordent pour dire que le pic d'attention se situe après 15h. On peut donc faire des maths à 16h.

Deux fois par semaine on dispose d'une heure et demie banalisée où, en ateliers, on peut faire du soutien, laisser libre cours à l'initiative des enfants, reprendre la correction des cahiers, faire de la recherche.

L'école travaille lundi, mardi, mercredi matin, jeudi et vendredi. Mais, le mercredi matin, les disciplines instrumentales sont exclues. On y organise les rencontres sportives, les sorties enquêtes, les rencontres inter écoles, les arts plastiques.



à Aigueblanche, la réalité des revendications montre les limites de la réforme

On bannit l'emploi du temps hebdomadaire et l'on structure sur des plans de trois semaines, avec alternance de temps forts, de répliques et de moments d'assimilation. Enfin, le soir, on n'abrutit pas les enfants et les parents de devoirs à la maison».

Le point de vue de Jacqueline Dupenloup

«26 heures de cours par semaine c'est trop pour un enfant, et la journée scolaire est trop longue».

Cela s'appelle un postulat, c'est-à-dire «une proposition que l'on demande d'admettre comme principe d'une démonstration, bien qu'elle ne soit ni évidente ni démontrée».

A partir de là, en 2008, M. Darcos, ministre de M. Sarkozy, a réduit de 2 heures les heures de classe en primaire et maternelle, supprimant le samedi matin sans même un simulacre de concertation, introduisant une «semaine de 4 jours» au rythme ravageur. M. Peillon, ministre de M. Hollande, a remis en cause la semaine de 4 jours, ce qui est sympathique, mais pas le passage à 24 heures d'enseignement au lieu de 26. Et s'est lancé dans une réforme qui vise à confier aux collectivités territoriales un volume de 2 ou 3 heures d'activités périscolaires, pendant lesquelles les enseignants devront intervenir pour une part, ainsi que des ATSEM, des titulaires du BAFA, militants associatifs ou agents des collectivités territoriales... collectivités territoriales qui s'étranglent à gérer leurs personnels, leurs transports, leurs locaux, pas toutes avec les mêmes ressources humaines et matérielles, loin s'en faut. Ces heures seront facultatives pour les familles, éventuellement payantes mais pas trop, et les directeurs d'école devront gérer dans la bonne humeur un ballet supplémentaire de jeunes enfants allant d'un pédago à un intervenant, ou «chez leur maison», ou à la garderie qui tiendra peut-être lieu d'activités périscolaires. La journée des élèves en collectivité ne sera sans doute pas plus courte qu'avant, ni plus enrichissante, et ils y retourneront le mercredi matin.

Alors revenons au postulat... Est-on bien sûr qu'on puisse affirmer que «la journée est trop longue», en soi, et de la même façon que «26 heures par semaine c'était trop» ?



Une vue de la manifestation des enseignants arrivant à l'Académie, le mardi 12 février 2013

Je crois que **tout dépend de ce que les enseignants sont en mesure de proposer aux enseignés et de bâtir avec eux.**

Si les enseignants, personnels d'Etat, avaient la formation et le matériel nécessaires pour inclure dans leur journée et leur semaine scolaires une véritable éducation physique, une véritable éducation musicale et des arts visuels,... les journées et les semaines seraient-elles toujours trop longues ? Et aurait-on besoin de demander aux collectivités territoriales d'aller chercher leurs bénévoles associatifs pour venir prendre en charge des animations périscolaires entre 15h45 et 16h30 ? Mais il serait aussi indispensable de revoir le statut des enseignants des écoles, qui ne peuvent plus continuer à tout assurer. Mettre en place dans tout le pays «plus de maîtres que de classes» permettrait un autre fonctionnement des enseignants du primaire et d'autres rythmes pour les enfants. Cela implique de former et de recruter nationalement... Utopie en cette période de «vaches maigres» ? Mais serait-ce plus utopique, finalement, que de demander aux communes de prendre en charge avec les moyens du bord 3 heures supplémentaires par semaine ? On la refonde, ou pas, cette Ecole Publique ?

Conseil Régional Rhône Alpes

Après le débat budgétaire pour 2013

Après s'être abstenus sur les recettes, après avoir obtenu le vote d'un vœu dénonçant «l'impasse budgétaire dans laquelle le gouvernement actuel pousse les collectivités», 8 élus du Front de gauche ont voté pour le budget, 3 choisissant l'abstention en l'estimant encore trop marqué par l'austérité imposée.

«Ces votes reflètent la diversité du rassemblement Front de gauche», les onze élus ayant néanmoins la même volonté de faire reculer la politique d'austérité du gouvernement, politique qui a des retombées négatives sur les collectivités.

Ceci dit, le groupe a «ferraillé» pour que le budget soit amélioré dans un sens social et a obtenu des avancées. Ainsi, le budget consacré à l'équipement des lycées est réévalué, le montant des aides au tourisme social et aux centres de vacances est revalorisé, la tarification sociale des TER sera étendue pour les Rhônalpins les plus en difficulté, la Région va prendre en charge des billets TER pour faciliter le départ en vacances des plus pauvres, etc.

Ces avancées sont réelles (ce n'est pas rien !), mais il reste encore du pain sur la planche. Les élus du Front de gauche ont donc fait connaître leurs exigences et leurs réserves dans l'idée, comme l'a dit Gilles Ravache, «de pousser la majorité à mettre L'Humain au cœur de toutes ses décisions».

Contre la privatisation des barrages, débat à Albertville

Nous avons déjà abordé cette question dans nos colonnes.

Vendredi 15 février, à Albertville, la CGT Energie conviait à un débat public.

Le Front de Gauche, seule formation politique présente, s'est exprimé pour apporter son soutien à la campagne engagée par le syndicat pour le maintien dans la puissance publique des concessions hydroélectriques qui vont arriver à échéance. Cela concerne pour notre département la Chaîne du Beaufortain (Girotte, Queige) et le complexe Orelle-Bissorte et Super-Bissorte.

D'ores et déjà, de nombreuses entreprises de divers pays sont sur les rangs, appâtées par la perspective de profits importants.

Tous les risques qui découleraient d'une privatisation, ont été passés en revue, et d'abord la maintenance, la sécurité et l'emploi.

Les militants CGT ont informé de la situation sur le plan politique. Des contacts pris, il ressort qu'au Ministère de l'environnement et de l'énergie on serait plutôt contre la privatisation, et plutôt pour au Ministère du redressement productif...

Et puis, derrière tout cela, il y a l'Europe et la fameuse «*concurrence libre et non faussée*». L'énergie hydroélectrique n'est pas la seule menacée de privatisation.

Du débat, est ressortie l'idée qu'il fallait AGIR sans attendre le rapport de la Commission parlementaire et le débat à l'Assemblée.

Le Front de Gauche a évoqué la distribution par ses soins, à plus de mille exemplaires, d'un tract sur le Beaufortain et a proposé la création d'un Collectif d'action pour organiser des initiatives comme un pique nique sur le site d'un des barrages concernés.

A l'évidence, la population de nos vallées n'a pas encore pris la mesure des risques encourus...

Sur ces sites, qui furent des hauts lieux de la Résistance, les résistants d'aujourd'hui doivent se mobiliser.

C'est avec cette volonté unanime que le débat s'est achevé.

Nous rendrons compte dans les prochains numéros des initiatives prises et d'autres aspects qui ont été développés (projet Hydr'alu).

Lucien Carrel

Démagogue et menteur, le FN 73 nous la joue « sociale »

Les nouveaux responsables savoyards du Front national «*Jeunes*» (FNJ) sont exactement comme leurs chefs historiques. Ils tiennent le même vieux discours populiste que leur mentor Jean-Marie Le Pen. Le but est simple, il s'agit «*d'occuper le terrain idéologique*» tous azimuts, sans crainte de se contredire, et en camouflant ses véritables intentions sous des mots «*porteurs*».

Longuement interviewé par le journal La Savoie (*qui rapporte son discours sans aucune distance critique*), le secrétaire du FNJ Savoie, David Berton, ose ainsi affirmer que «*le Front National n'est pas d'extrême droite, nous incarnons à la fois le patriotisme, le socialisme et l'écologie*». Les nazis parlaient bien de «*national socialisme*»... Afin d'actualiser le propos, David Berton y ajoute l'écologie, ça ne mange pas de pain et ça permet de ratisser large.

Surfant sur les désillusions entraînées par la politique libérale du gouvernement, le jeune frontiste ne recule devant rien et dit : «*Nous avons envie de nous battre pour plus de justice sociale et un Etat qui régule le marché pour empêcher les abus du capitalisme*».

Destiné à séduire la classe des salariés, le discours frontiste dissimule cependant un fait troublant : **le Medef et les médias tapent sur la CGT, le PCF et le Front de gauche, ils ne tapent jamais sur le FN !** Eh oui... C'est qu'ils savent parfaitement que le FN est bien d'extrême droite, qu'il n'est en rien marxiste, qu'il ne remet pas en cause le capitalisme et, pire, qu'il en assure la pérennité en divisant les salariés par le biais du racisme. «*Diviser pour mieux régner*» est un adage d'actualité, un adage FN au service du patronat.

Souscription 2013 du PCF

Suite à leur congrès, les communistes ont décidé de multiples actions sur notre département dont notre journal a parlé. Toutes ces décisions s'inscrivent dans le cadre de la campagne du Front de gauche, «*Des alternatives à l'austérité, c'est possible !*».

Mais il est évident que de telles batailles vont coûter. Seule la souscription financière permettra d'y faire face.

Pour financer ces multiples campagnes, souscrivez !

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Je verse • (chèque à l'ordre de ADF PCF 73)

Arnaques et contre proposition

La première tricherie.

Dans la presse locale, Hervé Gaymard (*photographié en compagnie de trois des vice-présidents du Conseil général*) a affirmé qu'il n'y aurait pas d'augmentation de la fiscalité en 2013, présentant cela comme une sorte de triomphe de la sagesse, de «**sa**» sagesse, bien sûr. Or, comme l'écrivent Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz, **«il faut cesser de faire croire qu'on peut faire des restrictions sans conséquences pour la population»**.

En effet, s'il n'augmente pas les impôts, le Conseil général aura moins de recettes et diminuera donc forcément le financement des services et des aides qui lui incombent. Du coup, quelqu'un d'autre devra avancer les sommes qui manqueront pour assurer ces services et ces aides. Ce sont les communes qui vont s'y coller, en répercutant la dépense sur leurs impôts, c'est-à-dire sur les habitants ou les usagers. Quand Hervé Gaymard dit qu'il n'augmente pas la fiscalité, il ment, en fait, il la fait augmenter par d'autres.

La deuxième tricherie.

Hervé Gaymard, toujours lui, a informé la presse départementale qu'il n'y aurait pas d'augmentation de la fiscalité directe du département **«pour ne pas peser sur le budget des ménages»**. C'est une deuxième arnaque. En effet, **la seule fiscalité directe que le Conseil général puisse augmenter, c'est l'impôt foncier sur les terrains bâtis**. Or tous les ménages savoyards ne payent pas cet impôt, les plus modestes n'ayant pas à s'en acquitter. De plus, une augmentation de 1 % du taux départemental ne se traduira que par une augmentation de 2 • pour une propriété de 1 000 m² (*avec une maison dessus*). Il faut être un grand propriétaire pour que l'augmentation soit conséquente.

Donc, en refusant d'augmenter l'impôt foncier sur les terrains bâtis, Hervé Gaymard et sa majorité protègent les plus riches, pas les ménages.

Les conséquences.

L'exemple des transports scolaires montre à quoi aboutit la politique du Conseil général de la Savoie. Comme nous l'avons écrit dans la première partie de l'article, il faut bien que quelqu'un paye. Et, concernant les transports scolaires, si ce n'est pas le Conseil général par le biais de l'impôt, ce sont les familles ! Ainsi, pour 2014, **le Conseil général envisage de faire payer partiellement le transport des enfants par les familles**, 120 • pour un enfant (*sur l'année*), 200 • pour deux enfants et 240 • pour trois. Hervé Gaymard espère ainsi «*délester*» le budget du Conseil général de 2 millions d'euros.

Si l'on voulait éviter de faire payer les familles, si le Conseil général décidait de financer les transports scolaires (*et donc d'y affecter 2 millions d'euros*), il lui suffirait d'augmenter le taux de l'impôt foncier sur les terrains bâtis de 2,5%. Pour la propriété de 1 000 m², ça ne représenterait qu'une hausse de 7 • ! C'était «*jouable*», mais Hervé Gaymard a fait un choix de classe. Comme d'hab'.

La contre proposition des deux élus

du Front de gauche.

Pour que le département de la Savoie puisse assumer ses missions sociales, Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz ont proposé le recours à la même prévision d'emprunt qu'en 2011 (*ce qui permettait une amélioration de 6 M• du budget*) et une augmentation modique de 3% de la taxe sur les propriétés bâties (*ce qui apportait 2,4 M• au budget*).

Ces deux augmentations permettaient de rétablir des budgets injustement abaissés (*comme ceux de l'Education, du sport, de la culture, des infrastructures, de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'économie ou de l'agriculture*), et de mettre en œuvre plusieurs des propositions du Front de gauche.

Parmi ces propositions, on peut noter l'idée d'assises de la jeunesse, une étude sur les transports interurbains (*ce chapitre se bornant aujourd'hui, en Savoie, aux lignes touristiques, alors que c'est une compétence départementale*), ou le souhait d'un nouveau plan d'insertion lié à la formation professionnelle que pilote la Région (*Les actions d'insertion, qui arrivent en bout de course, sont actuellement dispensées par une multitude d'officines, alors qu'elles devraient être marquées par une logique de formation professionnelle. La création, dans ce domaine, d'un grand service public, est donc nécessaire*).

L'attitude des autres élus face à la contre proposition.

La contre proposition des deux élus du Front de gauche a recueilli leurs deux voix. La proposition d'Hervé Gaymard de ne pas augmenter la fiscalité et donc de baisser des budgets importants a recueilli 20 voix (*celles des élus UMP, des «indépendants»... et celle d'un élu dit «de gauche», appartenant au groupe Savoie pour tous*).

15 élus se sont abstenus (*13 du groupe de Thierry Repentin, Savoie pour tous, et 2 d'Europe Ecologie Les Verts*).

Amis lecteurs, Les Allobroges savoyards vous donnent des informations souvent censurées par la presse départementale. Faites connaître le journal autour de vous !

Allos Sports

Rugby : Après un net succès face à l'USAP (Avignon-Le Pontet), le **SO Chambéry** a confirmé sa bonne forme actuelle. Toujours invaincu, il a l'ambition de terminer la phase initiale en tête mais bientôt il va se heurter à un ROC (La Voulte-Valence) décidé à lutter pour le titre honorifique mais avantageux pour la suite de premier de poule. Le sillon vers la Fédérale 1 semble bien tracé mais gare à l'excès de confiance. **Montmélian et le SOUAibertville** espèrent toujours pouvoir échapper à l'une des deux dernières places. Après une belle victoire contre Privas, le SOUA compte bien dépasser un des deux clubs qui le précèdent. Quant à Montmélian il va jouer un match capital à Monteux.

Handball : A l'issue d'un match très engagé, marqué par la virilité parfois excessive des défenseurs nantais, le **Chambéry SH** a dû concéder le nul in extremis. Ce match, outre les blessures de Bicanic, Nyokas et B Gille, a montré les limites actuelles des Savoyards, confirmées par une large défaite à Ivry, les faisant rétrograder à la 4^{ème} place derrière Paris, Montpellier et Dunkerque. Entre les deux derniers matchs de championnat, la 1^{ère} victoire en Coupe d'Europe contre les Danois de Silkeborg a été un rayon de soleil dans un ciel maussade.

Biathlon : Médaille d'argent aux championnats du monde en Tchéquie pour le relais mixte français, 5^{ème} après les deux relais féminins, l'équipe de France, grâce au **Savoyard Alexis Bœuf**, «saignant» dans son parcours, opère une remontée qui la conduit à la 2^{ème} place avec M. Fourcade.

Ski alpin : **Poisson**, le skieur de Peisey-Vallandry, nage dans l'euphorie après sa médaille de bronze en descente lors des championnats du monde de Schladming. Avec les médailles d'or de la Dauphinoise **Marion Rolland**, petite-fille de l'équipier de L Bobet, Antonin Rolland, et de la haut-savoiarde **Tessa Worley**, les Alpes se sont bien dorées en Autriche.

Cyclisme : **Samuel Dumoulin** a ouvert son compteur de victoires en remportant une étape de l'Etoile de Bessèges, prouvant ainsi sa science de la course pour «rouler ses adversaires dans la farine».

Basket : **Aix-Maurienne** continue son parcours en zig-zag. Deux défaites ont suivi deux victoires avant un match référence contre le leader Pau-Orthez. Beau succès qui maintient les Savoyards dans la course à la qualification. Chez les Féminines, grâce à son succès dans le match au sommet, le **BOSavoie** n'est plus qu'à un point du leader Roquebrune, avec un match en moins.

Gérard Simon

Le mot de Maurice

Quand Barbier nous rase !...

J'ai reçu dernièrement, pour quelques semaines, l'envoi «publicitaire» du journal *L'Express*. Pour allécher le client, une lettre m'explique qu'il s'agit d'un média «orienté mais non partisan».

Je me tape l'éditorial du rédacteur en chef, l'inévitable Ch. Barbier, celui-là même qui occupe une chaise dans tous les débats qui passent sur les chaînes du service public.

En une page, il nous dit que la France d'après Sarkozy s'est endormie face au TGV de la mondialisation (*au fait, qui est le pilote ?*). Pour lui, l'avancée n'est pas dans les mesures du pacte de compétitivité, ni dans l'accord de flexibilité car, dit-il, «ils ne font presque pas de mal». Au fond, **ce qu'il veut, c'est nous faire très mal**. Et de préconiser, bien sûr, en faisant référence à Michel Rocard et au président socialiste de la Cour des comptes, la réduction de la durée d'indemnisation du chômage, la fin de la durée légale à 35 heures, l'allègement des charges sociales (*patronales*), la réduction des moyens des services publics, etc... Comme c'est original !

Le rabâchage des recettes capitalistes à longueur d'antenne n'en fait pas des vérités, mais Ch. Barbier persiste et signe car il voit bien que le gouvernement d'alternance de François Hollan-

de prépare ouvertement le terrain à de telles mesures, à défaut d'être capable d'une visée politico-économique alternative.

Il faut serrer la vis aux chômeurs, aux fonctionnaires, aux retraités, ne pas hésiter à licencier les salariés et à liquider les services publics : **là serait l'issue à la crise !...** Ne comptons pas sur Ch. Barbier pour mettre son nez dans le coût du capital, dans sa fuite vers le spéculatif, ni dans la progression des dividendes et des «salaires» des grands patrons, ni dans les cadeaux fiscaux de François Hollande aux entreprises !

Cette morale d'austérité à destination des plus faibles est d'autant plus insupportable qu'elle côtoie, dans *L'Express*, des annonces immobilières où le bas de gamme débute à un million d'euros, ou encore un reportage publicitaire pour des montres de luxe valant chacune plusieurs dizaines de milliers d'euros !

L'Express de Ch. Barbier n'est pas seulement «orienté» (à droite), il est aussi «partisan» (*son parti étant celui de la finance et des privilégiés*). Que, dans son journal, il vitupère contre le peuple, c'est son affaire (*l'étiquette est sur le produit*), mais qu'il nous rase dans les médias du service public, là, c'est trop !

Ensemble, exigeons que cesse cette intoxic permanente, exigeons du pluralisme !

Maurice Jarre